

Unité inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Carrières / Mines / Après-Mine / Eolien  
89, rue Wéber - CS 52002  
30900 NIMES cedex 02

Nîmes, le 11 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**ROUMEAS & Fils**

Z.I. L'Ardoise B.P. 28  
30290 L'ARDOISE

Affaire suivie par : Olivier MARTIN  
Tél : 04 34 46 64 40  
Olivier-laurent.Martin@developpement-durable.gouv.fr  
Réf. : GUN : 0006600705 / OM-2022-04-

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement ROUMEAS & Fils implanté aux lieux-dits "La Roquette" et "Silhas Bourbouiren" sur la commune de ST ETIENNE DES SORTS. L'inspection a été annoncée le 22/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUMEAS & Fils
- Lieux-dits "La Roquette" et "Silhas Bourbouiren" sur la commune de ST ETIENNE DES SORTS
- Code AIOT dans GUN : 0006600705
- Régime : Autorisation

L'entreprise ROUMEAS a été créée en 1929 par Georges ROUMEAS (Père). Cette entreprise familiale en nom propre effectue des travaux agricoles, de travaux publics et exploite la carrière de calcaire située sur la commune de Saint Étienne des Sorts aux lieux-dits "La roquette" et "Silhas Bourbouiren"

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- éloignement du voisinage,
- accès zones dangereuses,
- Signalisation,
- aires d'entretien des véhicules et engins,
- rejets aqueux,

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le ruisseau faisant office de bassin de rétention des eaux pluviales reste asséché en dehors des épisodes pluvieux, l'exploitant prend soin de vérifier s'il y a une accumulation des boues et le cas échéant effectue un curage et évacuation de ces boues vers les filières prévues à cet effet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle          | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|-----------------------------------|--|--|---|
| Surveillance dans l'Environnement | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 4.3    | /  | Mise en demeure, respect de prescription  |
| Aires et cuvettes étanches        | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 10.2.2 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|--|--|-------------------|
| Voies de circulation     | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.1.2. | /  | Sans objet        |
| Station de transit       | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.5    | /  | Sans objet        |
| Stabilité des fronts     | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6   | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Eloignement du voisinage                | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.9.1.1 | /  | Sans objet        |
| Signalisation, accès, zones dangereuses | Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.9.1.2 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats portant sur le suivi environnemental ont été relevés et devront être corrigés, un front doit également être stabilisé. Par ailleurs, l'exploitant indique se projeter sur une future autorisation d'extension. L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de lancer les études bien en amont de la date limite d'exploitation prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Eloignement du voisinage**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.9.1.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. |
| <b>Constats :</b><br>Il est constaté depuis la partie basse la présence d'un merlon et de panneau d'avertissement régulier au niveau des fronts  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**Nom du point de contrôle : Signalisation, accès, zones dangereuses**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.9.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone dangereuse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique ; ils sont réalisés en liaison et en accord avec les autorités compétentes. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. |
| <b>Constats :</b><br>Il est constaté depuis la partie basse la présence d'un merlon et de panneau d'avertissement régulier au niveau des fronts  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## Nom du point de contrôle : SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 4.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'air ambiant, l'exploitant doit mettre en œuvre un réseau desurveillance de la qualité de l'air. L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesure pourront être confiées à un organisme agréé à cet effet par le ministère de l'environnement. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant. En tout état de cause, ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale des données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'ADEME. Le réseau de surveillance de la qualité de l'air sera constitué par 6 capteurs implantés en accord avec l'inspecteur des Installations Classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Le positionnement des points de mesures n'a pas été validé par l'inspection. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2003.</p> <p><b>Constat:</b><br/> Il n'est pas constaté de mesures de poussière depuis 2016. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2003.</p> <p><b>Observation:</b><br/> Les mesures effectuées en 2016 ont été faites par un procédé utilisant des plaquettes, partiellement compatible avec les mesures demandées par la rubrique 2515-1.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |

## Nom du point de contrôle : Aires et cuvettes étanches

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 10.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires technique  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>   |
| <p><b>Constats :</b><br/> L'aire étanche est correctement dimensionnée, et positionnée. Cette aire est constituée de gravier brut, l'exploitant indique une étanchéité assurée par la mise en place d'un film étanche sous les graviers avec un regard dans lequel sont placés des matériaux absorbants. Ces matériaux absorbants ne couvrent pas la totalité de la surface et ne permettent donc pas de garantir l'absorption totale des polluants ni d'assurer l'absence de risque d'infiltration dans les sols.</p> <p><b>Décision :</b><br/> L'exploitant met en œuvre un système étanche qui collecte l'ensemble des traces d'hydrocarbures et autres fluides polluants. Ces déchets sont collectés et envoyés dans les filières de traitement adaptées. La rétention fait l'objet d'un curage et entretien régulier.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |

**Nom du point de contrôle : Voies de circulation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.1.2.  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Voies et aires de circulation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 2.1.2 Voies et aires de circulation<br>(...)<br>Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation. |
| <b>Constats : Constat :</b><br>Il est constaté que la zone dédiée au parking des véhicules n'est pas praticable et ne permet pas aux véhicules de circuler.  |
| <b>Décision :</b><br>L'exploitant reprend la surface du parking par des matériaux adaptés et nivelle la surface pour le rendre praticable par des véhicules.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**Nom du point de contrôle : Station de transit**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Station de transit (2517)  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 1.5 Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE<br><br>Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques:<br>2510-1: concernant l'exploitation d'une carrière<br>2515-1: concernant l'installation de traitement (broyage, concassage, criblage, etc) pour une capacité de 800 kW relevant du régime A (autorisation)  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant utilise une surface à des fins de transit à but commercial des matériaux du BTP autres que ceux utilisés pour le remblaiement. Ces matériaux transitent sur le périmètre de la carrière. Cette activité relève de la rubrique 2517 de la nomenclature ICPE.   |
| <b>Constat:</b><br>La rubrique 2517, ne figure pas dans l'arrêté préfectoral n° 03-194 N du 16 décembre 2003.   |
| <b>Décision :</b><br>Si l'exploitant souhaite maintenir cette activité, il transmet un Porter à connaissance (PAC) auprès de la préfecture afin d'intégrer cette rubrique à l'autorisation actuelle.<br>Ce dernier devra contenir toutes les informations utiles nécessaires à la modification de l'autorisation: la surface, l'emplacement, les matériaux acceptés, les procédures de suivi et d'acceptation et toutes mesures prises pour la maîtrise des nuisances suivant le niveau d'enregistrement (Autorisation, enregistrement, déclaration).<br><br>Par ailleurs, le PAC devra inclure la modification du classement concernant la rubrique 2515 dont le régime A est désormais transformé en régime E. Une demande explicite pour bénéficier de ce régime doit également être adressée à la préfecture. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |



**Nom du point de contrôle : Stabilité des fronts**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Surplomb  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>11.6. - Front d'abattage.<br><br>(...)<br>Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.<br>(...)  |
| <b>Constats :</b><br>Il est constaté la présence d'un surplomb en partie Nord de la carrière, ce constat constitue une non conformité à l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994<br><br><b>Remarque :</b><br>L'emplacement de ce surplomb est inaccessible par les engins depuis le fond de la carrière. L'exploitant traite ce surplomb afin d'éviter tout risque pour l'environnement et les personnes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |